



Droit d'expression des groupes politiques

Le règlement du Conseil municipal de Brest, accorde aux groupes politiques un droit d'expression. Vous trouverez ci-dessous les textes publiés dans ce cadre. Ces textes sont également publiés dans la revue Sillage.

Octobre 2020 - Expression libre (Sillage N°230)

Union des forces de gauche, de progrès et de l'écologie



La majorité au travail !

La crise sanitaire mondiale qui a contraint à de longs mois de confinement semble loin de se terminer. Si elle bouscule encore notre vie quotidienne, elle entraîne aussi de lourdes conséquences sociales et humaines à travers le pays.

La covid-19 a exacerbé les inégalités sociales qui ne cessent de se creuser en raison de la politique sociale et fiscale menée par le président de la République depuis 2017. A Brest nous avons toujours refusé que cette triste réalité soit une fatalité, c'est le sens de notre action politique.

Au moment où la crise sanitaire apportait son lot de difficultés quotidiennes, nous avons placé au rang de nos priorités la continuité essentielle des services publics, la solidarité envers nos anciens et tous ceux qui en avaient le plus besoin, l'attention aux acteurs économiques pour préserver les emplois de notre territoire.

D'autres difficultés nous attendent, en premier lieu desquelles une crise économique et sociale. Le contrecoup de cette crise ne sera pas non plus sans conséquence sur les finances de nos deux collectivités dont le coût est estimé à plusieurs millions d'euros.

Depuis de nombreuses années, nous mettons un point d'honneur à préserver la solvabilité de nos deux collectivités et la capacité à investir durablement. Cette gestion saine des finances nous permet raisonnablement d'envisager l'avenir avec optimisme.

La confiance que les Brestoises et les Brestois nous ont accordée aux dernières élections nous honore et nous engage. Les engagements que nous avons pris, nous les tiendrons dans la durée du mandat. Nous ferons usage de tous les leviers disponibles pour mobiliser les crédits des plans de relance national et européen et nous présenterons prochainement un programme d'actions en phase avec les capacités financières de nos collectivités.

Parce que nous avons Brest au cœur, nous porteront avec énergie un projet de territoire engagé dans les grandes transitions et les politiques solidaires qui fondent notre engagement.

Chères Brestoises, chers Brestois, vous pouvez compter sur nous !

Groupe des élu.e.s socialistes de Brest - www.elus-socialistes-brest.fr

Solidarité avec les étudiant.e.s

Le coût de la vie étudiante en France explose. C'est ce que relèvent les syndicats étudiants dans leur enquête annuelle. A Brest, on constate une hausse significative du coût de la rentrée pour un étudiant de l'UBO.

Alors qu'un étudiant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et qu'un étudiant sur deux est contraint de se salarier pour pouvoir financer ses études, les effets de la crise sanitaire risquent d'accroître durablement ces phénomènes de précarité si rien n'est fait.

Des solutions existent déjà pour lutter contre la précarité étudiante. D'autres sont à construire, au plan national comme au plan local :

- > La création d'un salaire étudiant à hauteur minimale du SMIC.
Garanti à tous ceux qui suivent des études, il permettrait à chacun de vivre dignement et d'apprendre dans de bonnes conditions.
- > La fourniture gratuite de masques.
L'achat des masques pèse lourdement sur les finances des étudiants. Il est essentiel que chacun bénéficie gratuitement de ces outils de protection pour se rendre en cours. Sur ce point, la ville s'est engagée à fournir gratuitement à chaque Brestois deux masques lavables et réutilisables. Nous invitons les étudiants résidant à Brest à se rapprocher de leur mairie de quartier pour pouvoir en bénéficier. Néanmoins, nous exigeons que le coût des masques soit intégralement pris en charge par l'Etat car ce

...enfin, nous espérons que le sort des masques sera intégré plus en charge par l'Etat car ce sont des outils de protection sanitaire indispensable et obligatoire.

> L'accès facilité aux transports.

L'accès aux transports, élément indispensable de la vie quotidienne, représente un coût non négligeable pour les étudiants brestois.

La progression des tarifications solidaires récemment mise en place pour tous les moins de 26 ans est une avancée. Au regard des effets économiques et sociaux immédiats de la crise sanitaire, ne faudrait-il pas maintenant aller plus vite et plus loin quant à la mise en place d'une véritable gratuité sociale pour les étudiants les plus précaires ?

Le groupe des élu.e.s communistes - Eric GUELLEC, Mathilde MAILLARD, Jacqueline HERE, Jean-Michel LE LORC'H, Sandra LE ROUX, Taran MAREC, Anne-Catherine CLEUZIOU, Claudie BOURNOT-GALLOU

Nouveau mandat, ...des enjeux importants, et de belles propositions

En juin, les Brestois ont voté pour la liste « Brest au cœur » conduite par François Cuillandre. Aujourd'hui, nous sommes fiers et heureux de participer à ce nouveau mandat au sein d'une nouvelle majorité de gauche désormais installée. Une majorité diverse et riche, avec un rassemblement de composantes plus large que précédemment. Pour notre part, nous aurions souhaité que cette dynamique à gauche soit présente dans cette dimension dès le 1er tour. En cette rentrée perturbée par les effets de la pandémie du Covid19, nous assumons nos obligations, à la place qui est la nôtre, et dans le cadre de nos compétences. Cette pandémie dont nous ne sommes pas encore sortie, nous place face à nos responsabilités tant sur le plan social comme économique. Une crise qui s'ajoute à la précédente : écologique et environnementale.

Il faudra s'adapter pour faire face à l'ensemble de ces problématiques. Pour ça, il y a au sein de notre programme bon nombre de propositions à faire valoir : Les rénovations énergétiques des bâtiments publics, le renforcement des transports publics avec la construction de la 2nd ligne de tram et la mise en place de la ligne de bus à haut niveau de service, une plus grande préservation des terres agricoles, ou encore l'organisation d'une COP 26 qui réunira des citoyens et des acteurs du territoire afin de réfléchir à l'avenir de notre ville à l'horizon 2030,... Sans jamais perdre de vue l'aspect social et solidaire qui reste pour nous prioritaire. C'est pourquoi notre groupe d'élu-e-s favorisera toutes les actions permettant maintien et le développement de l'emploi sur notre territoire. Nous appuierons ainsi le « plan emploi quartier », et tous les dispositifs d'aides aux initiatives citoyennes, comme aux porteurs de projets d'intérêts collectifs pour notre ville.

Nous entamons ce nouveau mandat, plein de d'énergie et d'envie, pour répondre politiquement et concrètement aux enjeux faces à nous, mettant en avant les valeurs que nous avons toujours souhaité défendre, celles d'une gauche sociale et écologique.

Le Groupe d'élu-e-s de la Gauche Sociale et Écologiste -Appéré Patrick, Kerguillec Véfa, Kermarec Charles, Migot Christiane.

Le bien-être animal, une politique municipale à part entière

« On reconnaît le degré de civilisation d'un peuple à la manière dont il traite ses animaux » (Gandhi).

Nos concitoyen.ne.s sont de plus en plus sensibles à cette question, que les animaux soient sauvages, domestiques, d'élevage, de laboratoire. La société a évolué, l'animal est maintenant reconnu comme partenaire de travail, d'assistance ou de vie sociale, support affectif, témoin de la biodiversité ou de sa régression. La loi s'adapte. Elle fait progresser l'opinion publique, ouvrant la voie à un changement de regard, à un statut spécifique, à un besoin d'action de proximité.

Trop souvent traitée uniquement sous l'angle de la santé publique, de l'environnement, de l'hygiène et de la propreté, la condition animale doit devenir une thématique municipale à part entière.

Le bien-être animal interpelle nos pratiques et nos engagements dans de nombreux domaines : urbanisme, consommation, alimentation, formation professionnelle, éducation, loisirs sportifs, culturels et scientifiques, crises sanitaires et défis écologiques... Le bien-être animal, question éthique qui engage notre responsabilité collective et individuelle, a conduit notre municipalité à créer une nouvelle délégation dédiée dont le but est de faire vivre, par des actions concrètes, une approche écologique de la vie animale dans nos politiques publiques : Lutte contre les maltraitements et les abandons, création d'une nouvelle fourrière, inventaire de la biodiversité et analyse des impacts de nos aménagements sur les espèces, gestion douce des animaux indésirables ou invasifs, accès aux soins vétérinaires pour les animaux des personnes précaires, campagne d'identification et de stérilisation, éducation précoce au respect du vivant dans le Projet Educatif Territorial, soutien à la médiation animale auprès des personnes fragiles à des fins thérapeutiques ou de lutte contre l'isolement, clauses de protection animale dans les marchés publics. Labour zo ! Il y a du travail !

Groupe des élu.e.s UDB - Béatrice Lebel (conseillère municipale déléguée), Fragan Valentin-Lemèni (adjoint au Maire) - elus-udb@org-brest.fr

elus-udb@org-brest.fr

Le Parti Radical de Gauche, au service de Brest !

Après une longue campagne électorale fortement perturbée par une crise sanitaire dont nous ne sommes pas encore sortis, la liste BrestAuCoeur a remporté fin juin une belle victoire. Dans cette équipe, les candidat(e)s présenté(e)s par

le Parti Radical de Gauche, représentant historique de la famille radicale de gauche en France et à Brest, ont su porter ses valeurs et mettre en avant leurs propositions.

La victoire de notre liste oblige bien évidemment la nouvelle majorité municipale pour les 6 prochaines années. Elle nous oblige auprès des Brestoises(e)s qui ont voulu que notre majorité soit aux manettes pour appliquer son programme, mais aussi auprès de celles et ceux qui n'ont pas voté pour nous.

Ce scrutin municipal a montré une nouvelle fois un désintérêt citoyen de plus en plus fort. Et nous sommes très nombreux à regretter le fort taux d'abstention. Mais cela n'enlève rien à la légitimité de toutes celles et tous ceux qui ont été élu(e)s. Mais pour que cette légitimité soit la plus forte possible, il faudra que les élus soient présents et actifs au quotidien sur le terrain. Mais il faudra aussi que la population se saisisse du débat.

Nos concitoyens sont de plus en plus demandeurs de proximité, de démocratie, de participation. A nous de leur donner envie de s'intéresser aux projets que nous avons pour eux et pour notre territoire.

Membres de la composante « Parti Radical de Gauche & Citoyen », nous saurons prendre des positions responsables dans ce travail collectif pour susciter l'intérêt des habitants pour notre ville et les projets que nous portons.

Dans le respect des valeurs radicales de gauche, nous nous engageons résolument tous les trois à représenter la sensibilité de centre gauche, humaniste et républicaine. Une sensibilité certainement utile dans cette majorité à laquelle nous sommes heureux d'appartenir. Un engagement fort de notre part pour la solidarité, l'emploi, le développement de notre agglomération, la qualité de vie, la défense de notre environnement.

Les élus «Parti Radical de Gauche & Citoyen» - Fortuné PELLICANO, Hubert BRUZAC, Frédéric DEVAUX

Pour le climat, nous avons 6 ans pour agir.

La transition écologique est une nécessité, nous sommes toutes et tous concerné-e-s. Nous, nouveaux élu-e-s écologistes à la ville de Brest, avons notre rôle à jouer. La planète subira des effets dramatiques si les émissions de gaz ne sont pas fortement diminuées, et nous en subirons les conséquences concrètes au plus proche de chez nous.

Combattre le dérèglement climatique est un enjeu écologique, mais c'est aussi un enjeu majeur de justice sociale. Les premiers touchés seront les territoires et pays les moins résistants et les publics les plus fragiles. Nous sommes bien conscients que l'écologie doit aussi être une affaire de solidarités : Aller vers la transition écologique c'est se soucier de l'avenir de toutes les brestoises et tous les brestoises.

Nous le voyons au travers de la crise que nous vivons aujourd'hui. Elle est à la fois sanitaire, sociale et économique, et révèle la pertinence du modèle prôné par les écologistes : développement des circuits courts, autonomie alimentaire, relocalisation de la production des biens, développement des transports décarbonés et des mobilités actives, recours facilité au télétravail...

C'est ensemble que nous ferons avancer les choses. Nous concevons notre rôle d'élu comme une construction permanente avec les habitants, au travers notamment d'actions de participations citoyennes, de prise en compte des aspirations de la société, de développement des biens communs.

L'investissement dans la transition écologique est aussi un moyen durable de relance et de création d'emplois en local. Les entreprises sont des partenaires, pour lesquelles nous devons proposer un nécessaire accompagnement vers des pratiques plus vertueuses pour l'environnement. Notre monde va devoir changer, à nous de prendre le bon wagon pour être à la pointe du changement. Beaucoup l'ont déjà compris, il est temps d'agir, prenons les décisions et les grandes orientations, parfois difficiles, qui permettront à notre territoire d'être résilient, agréable et viable.

Les élu-e-s écologistes de Brest - Nathalie Chaline, Glen Dissaux, Marion Maury, Gaëlle Morvan, Ronan Pichon, Gwendal Quiguer

Vive le tour de France 2021 !

Il existe parfois un continuum entre la découverte du vélo, sa pratique en tant que mobilité douce à visée professionnelle ou sport de loisir et la passion qu'il déclenche lorsqu'il devient un sport de haut niveau.

C'est pourquoi, à l'instar de Copenhague capitale européenne du vélo et organisatrice du tour de France en 2022, il paraîtrait inconcevable pour Brest de ne pas accepter l'organisation du grand départ en 2021.

On peut bien entendu s'arrêter à ce que la caravane du tour de France obère instantanément sur le plan écologique mais on peut aussi étudier le bonheur généré par l'exploit sportif auprès des 3,5 milliards de téléspectateurs.

Or développement durable et bonheur sont intimement liés.

Ainsi, dans un cas nous pouvons tenter d'énumérer les conséquences induites par le passage de la caravane et qui définissent autant de pistes à travailler avec les organisateurs: diminution du nombre de goodies distribués, emballages écoresponsables, promotion des entreprises locales, augmentation du nombre de véhicules électriques...quand dans l'autre cas, nous sommes impuissants à mesurer l'empreinte carbone d'autant de bonheurs réunis en même temps.

Alors en validant ce choix, l'occasion nous est donnée d'accélérer la transition écologique de la ville de Brest grâce à l'augmentation du nombre de vélos électriques, à la promotion en santé de son usage ou à l'amélioration du schéma réseau...Mais ce sera également l'occasion pour Génération.s d'être force de propositions auprès des organisateurs pour diminuer l'empreinte carbone du tour tout en faisant profiter la ville de Brest des formidables retombées touristiques et économiques qu'engendre un tel événement.

Ni brutale, ni excessive la transition écologique d'une telle manifestation est à opérer en douceur tout comme on définit une mobilité telle que le vélo !

Xavier Hamon, Génération.s

Rassemblement pour Brest

Mieux vivre à Brest. c'est possible !



La campagne des Municipales est passée, marquée par une abstention record, plus large encore à Brest que dans beaucoup d'autres villes. Ce signe inquiétant pour la démocratie que la seule crise sanitaire ne suffit pas à expliquer entièrement, montre aussi un désintérêt croissant, un doute dans la parole publique, voire de la résignation. L'équipe municipale, élue en juin, doit revoir ses méthodes ou alors, le fossé continuera à se creuser entre les électeurs et les élus, et avec lui toujours plus d'abstention. Nos concitoyens attendent des solutions concrètes aux problèmes qui sont les leurs. Ils veulent une ville plus agréable à vivre au quotidien, une ville plus sûre et plus conviviale. Ils veulent aussi être acteurs dans leur ville.

Cette double exigence suppose une nouvelle manière de gouverner la ville, plus lisible, plus proche et plus collégiale.

Au premier rang de ces attentes figurent la sécurisation de l'espace public, l'environnement et le cadre de vie en général : autant de sujets aujourd'hui indissociables pour retrouver le « bien vivre ensemble ». Sur tous ces points, des réponses existent :

- > Le renouvellement de la ville et la rénovation du bâti plutôt que la poursuite d'un étalement urbain contraire à la protection de l'environnement. L'urbanisme doit en effet être mieux organisé et prendre enfin en compte les enjeux environnementaux trop souvent oubliés par l'équipe municipale PS-Verts et alliés, comme la protection des terres agricoles, des zones humides et des espaces naturels et donc la biodiversité, mais aussi la submersion marine.
Tous les Brestois ont le droit également de respirer un air pur, d'être protégés du bruit, d'avoir accès à des services et des commerces mais aussi trouver à proximité de chez eux de la verdure. Pour limiter l'étalement, nous proposons d'engager la réhabilitation du bâti notamment pour le Centre reconstruit, pour y faire revenir des familles et pour cela, de recourir au financement européen dans le cadre du « pacte vert pour le climat ». Saisissons cette opportunité.
- > La sécurisation de l'espace public pour tous les Brestois. L'amélioration des conditions de vie des Brestois, c'est aussi en matière de sécurité qu'elle est attendue. L'insécurité est réelle. L'absence de police municipale et de système de vidéoprotection fait défaut pour lutter efficacement contre la délinquance et les incivilités.
La brigade de tranquillité à pied annoncée pourra-t-elle remplir cette mission ?

Pourtant, la sécurité des biens et des personnes, chez elles ou partout dans la ville est la condition du mieux vivre ensemble, pour aller et venir en tout lieu, et par tous les moyens. C'est aussi un déterminant fort pour le développement des mobilités douces, comme le vélo à Brest, notamment pour les Brestoises. Obtenir des renforts de police nationale oui, mais Brest sera entendue si elle se donne elle-même les moyens.

Enfin, tout cela doit s'accompagner d'une gestion plus sobre et plus transparente des collectivités, Ville et Métropole, exigences encore accrues par la crise sanitaire, économique et sociale. Nos priorités : protéger la santé des Brestois sans étouffer leur liberté, défendre l'emploi et le pouvoir d'achat.

Ces idées nous les porterons tout au long du mandat, avec nos convictions, pour enrichir les débats et les décisions à venir dans un esprit ouvert et constructif et dans l'intérêt de Brest, des Brestoises et des Brestois.

Mieux vivre à Brest c'est possible.

C'est tout l'enjeu des prochaines années.

Les élus « Brest, c'est Vous ! » - Bernadette Malgorn (présidente), Véronique Bourbigot, Laurence Kermarec, Valérie Aballéa, Gaëlle Monot, Bruno Calvès, Jean-Pierre, Richard, Jean-Philippe Elkaim, Franck Besombes, Vincent Perrot.

Ils vous accueillent, 21 rue Jean Macé - Brest - 02 98 47 64 96

Brest progressiste



Pour des États Généraux de la Sécurité avec les Brestoises et les Brestois !

Profitant de l'information relative à la fermeture exceptionnelle du Commissariat de Police dans la nuit du 31 août dernier, François Cuillandre a, une nouvelle fois, entonné sa seule et unique rengaine sur les questions de sécurité en demandant des effectifs supplémentaires de Police Nationale, sans prendre lui-même ses responsabilités.

Rappelons que, depuis 2017, il n'y a pas eu de baisse d'effectifs et que la sécurité est une co-construction entre l'État et les collectivités locales. Monsieur Cuillandre cite Rennes et Nantes en exemple. Mais à Rennes comme à Nantes, les maires ont pris leurs responsabilités en renforçant les effectifs de police municipale ou en les armant. Il est donc légitime que ces efforts soient accompagnés par l'État.

Le Maire de Brest ne peut pas rester silencieux, comme cela a été le cas tout l'été face aux faits divers qui ont marqué la Ville quasiment chaque jour, et tout attendre de l'État la rentrée venue.

La sécurité, c'est l'affaire de tous. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons proposé, le 19 août dernier, l'organisation d'États Généraux de la Sécurité impliquant toutes les Brestoises et tous les Brestois et qui poseraient l'ensemble des sujets sur la table. La municipalité récemment réélue doit prendre ce sujet à bras le corps. Il en va de la sécurité de nos concitoyens et de nos enfants.

Groupe Brest Progressiste - Marc Coatanéa, Neima L'Hostis, Philippe Bazire

Octobre 2019 - Expression libre (Sillage N°223)

Brest alternative



Vive la rentrée !

Nous sommes en septembre, et en cette rentrée, depuis qu'une vidéo protection a été mise en place autour des bâtiments scolaires et en centre-ville, les familles et nos jeunes de Kerourien, de Pontanezen, de St Marc ou Bellevue ne craignent plus les mauvaises rencontres dans leurs quartiers. Quand ils se promènent sur la Place de la Liberté, ils sont de moins en moins importunés et aiment y rester, même le soir. Une police municipale, discrète mais présente, rassure les passants et les familles.

Le centre-ville apaisé est redevenu « cœur de ville » où se côtoient harmonieusement piétons, vélos et usagers des transports en commun. Les automobilistes trouvent à se garer à proximité dans des parkings-relais sécurisés. Un important travail de revégétalisation est en cours pour corriger l'aspect minéral du centre.

Les commerçants, consultés sur tous ces points, voient revenir les clients, et peu à peu, des enseignes reviennent s'installer. Dans les écoles, chacun œuvre dans un débat dépassionné et égalitaire, sur les rythmes scolaires et la place des différents partenaires : familles, élèves, enseignants et personnels municipaux ou d'animation. Bientôt, des solutions débattues dans l'intérêt de chacun, sans a priori idéologique, vont être trouvées en commun. Les économies attendues serviront aux nouvelles activités du mercredi. Les Brestois ont tourné la page des « affaires » et reprennent confiance en leurs élus, qui se sont engagés dans une démarche de transparence de l'exercice de la démocratie locale. Nous sommes en septembre, mais 2020.

Tout cela sera possible, si les Brestois décident de dire adieu, en mars prochain, à trente ans d'administration PS. Cela dépend de vous !

Alors, en attendant, à tous Bonne Rentrée !

N.Collovati, C.Margogne, M.Berthelot, M.Calonnec, L.Guillevin & C.Le Guen-Boucher www.brest-alternative.fr

Rassemblement pour Brest



Brestois, pour votre sécurité, un projet, une volonté

Brest la rentrée a été marquée par une recrudescence de l'insécurité. Les fusillades à Kérourien ont inquiété les habitants. Beaucoup de mamans gardaient leurs enfants à la maison malgré le beau temps et les activités. L'intrusion au lycée Dupuy-de-Lôme avec battes de baseball et marteaux atteint toute la communauté éducative. On ne compte plus les incendies de voitures à St Marc-Bellevue-Kerbonne-Lanrédec-Centre, comme les agressions sur la voie publique. La police nationale agit avec efficacité et réactivité. Mais les réponses de la municipalité ne sont pas à la hauteur. Le Code général des collectivités territoriales et le Code de la sécurité intérieure confient au maire des responsabilités pour protéger la population et prévenir la délinquance. À Brest le maire édulcore la situation et esquive ses responsabilités. Nos projets sont prêts !

Dès 2014, nous réclamions et réclamons toujours, des mesures efficaces qui ont fait leurs preuves dans les grandes villes.

Exemples :

- À l'État la création d'une zone de sécurité prioritaire et la création d'une Brigade anti-criminalité (BAC) de Jour.
- À la municipalité la création d'une police municipale et le déploiement d'une vidéoprotection.

Ce sont des moyens d'action supplémentaires dans un dispositif plus large, allant de la prévention à la sanction, en passant par la médiation et la dissuasion.

Nous avons travaillé avec des professionnels et des citoyens pour préparer un projet global pour la sécurité à Brest. Nos projets sont prêts. Nous avons la volonté de les faire aboutir.

Bernadette Malgorn Rémi Hervé Bruno Sifantus Brigitte Hù Véronique Bourbigot Claudine Péron
www.rassemblement-pour-brest.fr

Brest, métropole en marche !



Un an déjà !

Il y a un an déjà, je demandais l'organisation d'Assises de la sécurité pour réfléchir et agir en concertation avec les Brestoises et les Brestois : depuis, rien n'a été fait. La sécurité est un sujet majeur du bien vivre à Brest. Elle nécessite des mesures de fermeté et de prévention. C'est un sujet dont je mesure la complexité et dont je sais les causes multiples.

Toutefois, la municipalité a le devoir de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose. La sécurité, c'est la première des libertés. C'est un enjeu majeur d'inclusion et d'égalité. Je pense en particulier aux femmes, chez qui le sentiment d'insécurité est plus fort. Elles doivent pouvoir marcher dans les rues, en tout lieu et à toute heure, prendre

sentiment d'insécurité est plus fort. Elles doivent pouvoir marcher dans les rues, en tout lieu et à toute heure, prendre les transports, disposer de l'espace public sans inquiétude. La sécurité devrait être un droit, y compris à Brest. Car si elle est un moyen pour favoriser l'attractivité, la redynamisation du centre-ville et des quartiers, elle est aussi nécessaire à l'évolution vers un mode de vie plus durable.

Marc Coatanéa

Partage-Solidarité



Le maire de Brest aurait-il menti en conseil municipal sur ses liens avec l'association Vivre à Brest? Bien que légitimement interrogé plusieurs fois par les groupes d'opposition de droite et de gauche en conseil municipal sur le sujet, le maire a d'abord assuré n'avoir aucun lien financier avec Vivre à Brest depuis 2001 (conseil municipal du 19 décembre 2018), avant de concéder avoir perçu une avance pendant la campagne de 2008 (conseil municipal du 23 avril 2019). Or, l'enquête semble révéler d'autres liens financiers, qu'il aurait donc cachés au conseil municipal. Devant être à nouveau convoqué après sa garde à vue d'avril 2019, au lieu de se représenter, le maire devrait démissionner.

Julie Le Goïc - PARTAGE-SOLIDARITÉ

Union des forces de gauche, de progrès et de l'écologie



Brest a besoin de 100 policiers supplémentaires !

Les actes violents commis ces dernières semaines à Brest suscitent logiquement l'effroi et l'indignation parmi nos concitoyens. La situation, tant locale que nationale, est très préoccupante car là où il y avait hier des violences légères, il y a aujourd'hui des armes à feu dans nos quartiers. Ne soyons pas naïfs, s'il y a des armes, c'est à cause des trafics de drogue. Tous les rapports de police nous le disent, si les affrontements peuvent être déclenchés pour d'autres raisons, tout ceci se déroule sur fond de trafic. Ces règlements de comptes, exacerbés par les systèmes mafieux, sont inacceptables car ils compromettent une partie de la jeunesse et son avenir, rendent difficile le quotidien des habitants et ruinent les efforts des services publics encore bien présents.

La solution réside-t-elle, comme le prétend l'opposition de droite, dans la mise en place d'une police municipale et de la vidéosurveillance ? Là encore, ne soyons pas naïfs, le rôle de la police municipale n'est nullement de lutter contre les trafics en tout genre comme le font les équipes de lutte spécialisées.

Pour ce qui est de la vidéosurveillance, cela ne fait que déplacer le problème sans le résoudre ; les bandes continueraient leurs trafics dans d'autres lieux de la ville. La ville de Brest a pris ses responsabilités quand l'État s'est désengagé de nos quartiers. Nous avons renforcé les actions de médiation et de tranquillisation sur le terrain tout en consolidant les services publics : investissements dans les mairies de quartier, dans les transports publics pour permettre leur désenclavement, dans l'éducation et la culture, dans les centres sociaux et les équipements de quartier...

Une action forte et rapide de la part de l'État est aujourd'hui indispensable, la Police nationale doit pouvoir recevoir à Brest des moyens supplémentaires pour pouvoir faire face à cette situation urgente. Malgré nos relances auprès du ministre de l'Intérieur, aucune réponse ne nous est parvenue à ce jour... Nous demandons que l'État prenne à son tour ses responsabilités !

Groupe des élu-e-s socialistes de Brest Métropole www.elus-socialistes-brest.fr

Développement durable et solidaire, nos collectivités agissent !

Il y a urgence : dans notre pays, près de 50 000 décès prématurés sont dus à la pollution atmosphérique ; 12 millions de personnes sont contraintes de vivre dans une situation de précarité énergétique. Le capitalisme exploite avec la même férocité les hommes et la nature. La lutte contre le réchauffement climatique est un enjeu de société. C'est un enjeu social fort car ce sont les citoyens les plus en difficultés qui ont à subir en premier lieu les conséquences de la crise climatique.

Brest et sa métropole se sont engagées très tôt pour répondre à ces défis. Depuis de nombreuses années, elles développent une politique qui conjugue social et écologie et qui se traduit par des mesures concrètes pour les habitants :

- > le développement d'un réseau de transports en commun à haut niveau de service
- > la promotion d'une alimentation saine, de qualité, accessible à tous (60 % bio dans les cantines scolaires de la ville)
- > l'attribution d'aides financières aux habitants pour la rénovation thermique de leur logement
- > la rénovation énergétique des écoles publiques, du parc social de Brest Métropole Habitat
- > la création de parcs urbains, de cheminements piétons et vélos, dans les opérations de rénovation urbaine, etc.

À Brest, nous menons le combat contre les inégalités sociales et environnementales d'un seul mouvement, car il n'y aura pas de révolution écologique sans révolution sociale. Cette politique au service du bien-être des Brestois et de la préservation de notre planète, nous la voulons toujours plus ambitieuse pour les années à venir.

Elus communistes, nous agissons notamment pour que la gratuité des transports en commun soit élargie à plus d'usagers. Nous agissons aussi pour que soit mis en place une nouvelle tarification de l'eau, réductrice des

inégalités dans son volet social, réservoir de la ressource dans son volet écologique. Ces mesures, parmi d'autres, doivent nous permettre de répondre collectivement plus vite et plus fort à l'urgence climatique et sociale.

Les élu-e-s communistes et de progrès de Brest. Gaëlle Abily, Claude Bellec, Eric Guellec, Jacqueline Héré, Jean-Michel Le Lorch, Isabelle Mazelin. 22 Bis rue Bruat 29200 BREST 02 98 43 05 41 elus-communistes@org-brest.fr

Pesticides : le temps n'est plus au débat mais à l'action.

En mai 2019, Daniel Cueff, maire de Langouët (35), prenait un arrêté interdisant l'utilisation des pesticides à moins de 150 mètres de toute habitation. « Un maire peut-il ignorer les dangers de l'usage de tels produits sur la santé de ses habitants ? » avait-il interrogé lors de sa convocation au tribunal administratif de Rennes en août dernier, suite à la requête de la Préfète de Région. Il a depuis immédiatement fait appel de la décision suspendant son arrêté, arguant qu'un Maire, face à l'inaction de l'Etat, se doit d'agir pour protéger ses citoyens.

Entouré d'un important soutien populaire, Daniel Cueff, bénéficie également du soutien de nombreux élu-e-s locaux qui ont, comme lui, décidé de prendre un tel arrêté. Une manière d'évoquer un problème de santé publique lié à l'écologie, et inciter le gouvernement à répondre à la promesse faite par le président de la République. Une promesse non respectée jusqu'à présent et qui fut l'une des raisons du départ de Nicolas Hulot.

Le ministère de l'Agriculture vient de communiquer sur une consultation publique qui devrait être lancée début octobre dans les préfectures. Le ministre a de son côté posé comme cadre « une distance de sécurité de 5 à 10 mètres des habitations ». Cela reste très insuffisant, et ne prend pas en compte le principe de précaution nécessaire face aux risques sanitaires que l'usage de ce type de produits peut engendrer.

Si depuis 2017 pour les communes, et janvier 2019 pour les particuliers, l'usage de tels produits est interdit, certaines villes comme Brest avaient, depuis le début des années 2000, anticipé une démarche « zéro phyto ». Une démarche qu'il faut bien entendu poursuivre et intensifier.

Pour les élu-e-s de l'Autre Gauche BNC, le temps n'est plus au débat sur ces questions d'écologie et de santé publique, mais comme le démontre Daniel Cueff, c'est maintenant à l'Etat d'agir rapidement et courageusement.

Groupe des élus de l'Autre Gauche-BNC Patrick APPÉRÉ, Roselyne FILIPE, Charles KERMAREC, Yvette LE GUEN elus-bnc@org-brest.fr

Aux arbres citoyennes et citoyens !

Le climat se dérègle, et plus vite que l'on ne l'avait prévu. Les dernières études annoncent un réchauffement possible entre 6,5 et 7o Celsius d'ici 2100. Avec de lourdes conséquences si l'on ne réagit pas, et vite ! La fonte des glaces et du permafrost (permafrost en anglais) pourrait augmenter sensiblement le niveau des océans, engloutissant ainsi des milliers d'îles et démultipliant le nombre de réfugiés climatiques. Ils ont déjà été 83,5 millions entre 2011 et 2014, et l'ONU prévoit qu'ils seront 250 millions d'ici 2050.

L'amplification des phénomènes climatiques extrêmes est également à prévoir. Avec l'augmentation de la température des mers et océans c'est l'évaporation qui s'accroît créant un bouleversement des jetstreams causant sécheresses et inondations. Nombre de crises et désordres géopolitiques sont directement liés à des phénomènes météorologiques.

Rappelons-nous, la crise syrienne a largement été accentuée par le phénomène de sécheresse que le pays a connu entre 2006 et 2010. Ce dérèglement climatique se répercute partout dans le monde. À Brest, ville portuaire, il est urgent de se préparer dès maintenant aux changements à venir. Aujourd'hui, la jeunesse du monde entier ne veut plus regarder ailleurs. Elle secoue le vieux monde. En Bretagne, des mobilisations lui font écho :

- > chaque premier vendredi du mois, les Coquelicots fleurissent sur les places de nos communes pour demander l'interdiction générale des pesticides de synthèse
- > le jour de l'automne, elles/ ils étaient des milliers aux marches pour le climat et la biodiversité
- > et, n'en doutons point, les portraits du Président de la République française continueront de s'évanouir malicieusement des salles de mariages.

Oui, la République doit se marier avec le climat mais, pour l'instant, le divorce est consommé. Les enfants du couple ne sont pas d'accord !

Elu.e.s EELV Brest et Brest métropole Ronan Pichon, Nathalie Chaline, Pierre Guezennec, Marif Loussouarn 0298460878 www.brest-eelv.fr

La maison brûle, certains se regardent le nombril

Les larmes de Nicolas Hulot, bousculé par la puissance des lobbies politiques et économiques, acculé à renoncer à son ministère face à l'inertie du gouvernement, ont ému. Elles lui ont conféré une dignité qui sera toujours refusée aux frileux et aux climato-sceptiques.

Elles ont joué un rôle d'électrochoc, accélérateur de prise de conscience de l'urgence sociale et climatique. À Brest, où les urnes ont parlé, l'écologie structure désormais la vie politique, et l'espace à gauche en particulier. Les enjeux du développement durable sont devenus le socle de toutes nos politiques publiques, ici, dès maintenant, sans attendre et

pour les années à venir.

Le débat ouvert à gauche en vue des élections municipales, sera d'autant plus productif et imaginaire qu'il sera rassembleur et pluraliste en amont. Pour accélérer la transformation écologique de Brest à partir d'un projet clair, pour répondre à l'attente de nos concitoyens, il faut se donner rapidement, et pas à l'arraché entre deux tours électoraux, un but majoritaire, donc unitaire.

On connaît le rôle des communes et intercommunalités en matière de qualité de vie, environnement, eau, déchets, transition énergétique, pollution de l'air, déplacements, protection du littoral, création d'emplois non délocalisables et socialement utiles, réduction des inégalités entre les individus et entre les territoires... Nos collectivités ont tout pouvoir pour réaliser des agendas 21 locaux : des programmes stratégiques d'actions concrètes, régulièrement évalués, en matière de développement économique, sociétal, environnemental. Elles peuvent imaginer des mesures durables pour le 21ème siècle en matière de culture, sport, éducation, handicap... Elles sont l'institution de proximité qui a la légitimité pour engager les acteurs du territoire à se projeter dans l'avenir.

C'est un pouvoir énorme à saisir avec plus d'audace, à condition de rassembler largement les sensibilités qui s'enrichissent mutuellement, non pas par facilité, mais justement parce que c'est difficile.

Groupe UDB et Apparenté Anne-Marie Kervern Fragan-Valentin-Lemèni elus-udb@org-brest.fr

Échauffement politique et/ou réchauffement climatique !

En 1929, Paul Eluard écrit : « la terre est bleue comme une orange ». Est-ce une prémonition, avec le déni américain ou la faiblesse européenne, avec les incendies de la forêt amazonienne ou du bush australien ? Échauffement politique et/ou réchauffement climatique !

Notre planète bleue brûle. Au sens propre comme au sens figuré ! Nous habitons cette terre et nous n'en avons pas d'autre. Alors construire un monde vivable pour tous est la question. Face à la crise écologique en France, Emmanuel Macron nous fait des discours teintés de vert, mais sa politique ne mesure ni l'urgence, ni la gravité et elle ne suit pas. Pour exemple la décision aberrante qui a été prise quant aux épandages de pesticides à proximité des zones habitées ou fréquentées par du public.

Certes les collectivités travaillent sur cette thématique vitale qu'est l'écologie, de la plus petite commune jusqu'au niveau international, à l'exemple de Brest comme le tramway, le téléphérique, le bio dans les cantines, la préservation de la biodiversité urbaine, le programme « sans pesticide », le réseau de chaleur, le plan climat, son Agenda 21. Mais cela ne suffira pas !

Il s'agit d'agir en tant que citoyen.ne aussi bien à l'échelle de sa proximité que du monde. Certes toutes les femmes et tous les hommes politiques actuels, toute tendance confondue, vous parleront avec brio et gravité (c'est selon !) d'écologie. Intox ! L'écologie est un combat universel et apolitique. Il est l'affaire de tous les citoyens.

ne.s. Il est important qu'ils se reconnaissent et unissent leurs intelligences et leurs énergies pour construire et porter avec force et conviction un projet ambitieux et sauveur pour notre Terre, chef-d'œuvre en péril ! Alors nous, les Radicaux de Gauche de Brest lançons cette alerte et aussi cet appel à une convergence de toutes les synergies afin de sauver notre Terre avant qu'il ne soit trop tard.

Christiane Migot Composante Parti Radical de Gauche de la Majorité

Juin 2019 - Expression libre (Sillage N°220)

Rassemblement pour Brest

+

Sauve qui peut...

A moins d'un an des municipales, la toute-puissance de l'appareil socialiste sur la vie municipale brestoise, se lézarde. Engluée dans l'affaire des indemnités des élus PS, désavouée par les Prud'hommes pour licenciement abusif du directeur des fêtes nautiques, pour l'équipe Cuillandre, c'est sauve qui peut... Des concertations trompeuses! Pendant ce temps, les prétendants PS à la succession, se livrent à une course-poursuite de notoriété. On ne compte plus les rencontres avec les citoyens, organisées au nom de la collectivité, comme autant de prétextes à mettre en valeur ces postulants, déclarés ou pas. Et à laisser croire à la population qu'elle est entendue. Les concertations restent de façade, comme sur les rythmes scolaires. Tellement persuadés d'avoir raison, les élus PS avaient annoncé des décisions avant la fin des votes dans l'école. Tout cela pour finir dans une pirouette ! Des caméras à Brest ? « Les caméras ne courent pas après les voyous » : ce refrain de M. Cuillandre connaît désormais quelques bémols. Mais s'il avoue devoir « réorienter ses interventions », il ne va pas au bout de la logique. Il préfère toujours protéger les bâtiments municipaux plutôt que les Brestoises dans les rues et places de la ville. Et s'il reconnaît la présence de délinquants étrangers à Brest, il en est encore à chercher à comprendre ! Il est plus que temps de déployer un projet complet et cohérent de sécurité pour notre ville. C'est notre priorité, au service de tous les Brestoises.

Bernadette Malgorn Rémi Hervé Bruno Sifantus Brigitte Hù Véronique Bourbigot Claudine Péron
www.rassemblement-pour-brest.fr

Brest alternative



Sécurité à Brest ? Oui... Mais non.

Trafics, agressions dans la rue, vols à l'arraché, cambriolages, incendies de véhicules, voire règlements de comptes à coups d'armes à feu... Brest n'y échappe plus. Pourtant, le programme de l'équipe Cuillandre prônait « la mise en œuvre d'une stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance ». Qu'avons-nous vu ? Des arbres élagués, un arrêté anti-alcool et une candidature tardive à une généralisation d'une Police de Sécurité du Quotidien, que notre groupe avait demandée dès fin 2017.

A présent on nous présente la création de postes de « médiateurs », dont les missions correspondraient de fait à celles de policiers municipaux. Pourquoi alors, comme nombre de villes comparables, de toutes tendances politiques, ne pas franchir le pas ? Nous découvrons enfin le contenu trop limité d'un programme « de renforcement de la protection des bâtiments de la ville de Brest », sous l'appellation hypocrite de « dispositif d'enregistrement vidéo ». Le système proposé ici, identique à celui de Gouesnou, est soumis à autorisation préfectorale et bien appelé, ce qui n'est pas un gros mot, « vidéo-protection » ! Celle-ci, utilisée comme telle n'est pas une vidéo surveillance, et nul n'est à l'affût derrière des écrans pour espionner les personnes; mais elle peut dissuader des voyous de commettre des actes de délinquance, aider les enquêtes des policiers et rassurer la population. Depuis le début de ce mandat, notre groupe ne cesse de proposer la tenue d'assises de la sécurité, la création d'une police municipale, l'installation raisonnable de la vidéo-protection dans des lieux stratégiques de la ville. Dans moins d'un an, la sécurité et la tranquillité seront au cœur des débats. Les Brestoises et Brestois ne se contenteront pas de demimesures.

N.Collovati, C.Margogne, M.Berthelot, M.Calonnec, L.Guillevin & C.Le Guen-Boucher www.brest-alternative.fr ↗

Brest, métropole en marche !



Du sport à tous les niveaux

La création de l'agence du sport le 24 avril dernier montre l'ambition du gouvernement dans l'accompagnement de l'excellence sportive en vue des Jeux Olympiques et Paralympiques et dans le développement des pratiques sportives. Elle cible en premier lieu les collectivités souffrant d'un déficit d'équipements sportifs ou d'encadrants. Cette dernière mission revêt une importance fondamentale dans notre pratique du sport aujourd'hui : il ne doit plus y avoir de territoire où, par défaut et non par choix, enfants et adultes ont accès à une palette réduite d'activités sportives. Chaque personnes doit être mesure de s'épanouir dans la discipline de son choix grâce aux valeurs du sport : esprit d'équipe, partage, respect et dépassement de soi, peu importe son lieu d'habitation, ses moyens ou sa condition.

Pierre Karleskind – Marc Coatanéa

Partage-Solidarité



« C'est aux institutions qu'il incombe de protéger la démocratie, pas aux informaticiens » : cette phrase de l'importateur de machines à voter France-Election alerte sur le peu d'intérêt porté par ces vendeurs de technologie à la santé de notre démocratie. L'Agence nationale de la sécurité des systèmes informatiques a rendu un avis négatif sur l'utilisation des machines à voter en 2017 à cause de leur fragilité face aux fraudes et attaques. Brest s'obstine pourtant dans l'utilisation de ces outils et est même à l'origine de l'Association des Villes pour le Vote Electronique, dont Alain Masson a longtemps été le trésorier et dont les comptes sont introuvables. En toute transparence ?

Julie Le Goïc - PARTAGE-SOLIDARITÉ

Union des forces de gauche, de progrès et de l'écologie



Agissons ensemble pour le climat !

Il est temps. Temps d'amplifier la dynamique pour le climat. Temps d'agir collectivement pour assurer aux générations futures un cadre de vie sain! Depuis 2012, Brest métropole prend sa part avec l'adoption de son premier plan climat. Révisé cette année, ce plan crucial vise à réduire la consommation énergétique et les émissions de carbone, et à accélérer la production des énergies renouvelables. À Brest, et partout dans la métropole, nous sommes déjà nombreux à agir. L'implication des Brestoises et Brestois à l'élaboration du nouveau plan climat souligne l'envie de relever tous ensemble le défi de la transition énergétique. Les ateliers citoyens que nous avons organisés en ville ont permis de placer l'écologie urbaine au cœur des discussions et de transformer les idées des citoyen.ne.s en actions durables. Il est donc temps de passer à la vitesse supérieure ! Élu.e.s socialistes de Brest, nous sommes tous mobilisés pour appliquer un calendrier de mesures efficaces et transversales. Nous misons sur les transports durables et accessibles à tous avec l'acquisition de bus électriques et le projet de la nouvelle ligne de tramway couplée au bus à haut niveau de service. Nous misons sur les nouvelles opportunités de se déplacer à vélo avec l'augmentation importante de l'offre de vélos électriques. Nous misons sur la rénovation des logements en basse consommation avec les dispositifs d'aide aux habitant.e.s. Nous misons sur la rénovation énergétique de nos bâtiments publics, en commençant par un grand plan d'investissement dans les écoles publiques. Nous misons sur l'extension du réseau de chaleur, sur le développement de l'énergie solaire et des énergies marines renouvelables. Nous misons sur la réduction de nos déchets, sur le changement de nos façons de consommer, nous misons sur le bio et le local dans les cantines scolaires et les crèches municipales. Nous misons sur le budget participatif de la ville, réel vivier de projets écocitoyens. Ainsi, nous pouvons tous faire notre part. À Brest, unissons nos forces car le temps est à l'action pour le climat!

Groupe des élu-e-s socialistes de Brest Métropole www.elus-socialistes-bmo.fr ↗

Des vacances accessibles à tous !

En 1936, sous l'impulsion du Front Populaire, la loi instaurant le droit aux vacances fut votée à la quasi-unanimité. Cet événement historique suscita un enthousiasme sans commune mesure dont les souvenirs de joie des familles ouvrières partant en vacances inondent encore l'imaginaire collectif de notre pays. Si la généralisation des congés payés a marqué un vrai progrès social, la démocratisation du droit aux vacances reste encore à conquérir. Parce que la pauvreté progresse, parce que les politiques d'austérité nationales font mal, de plus en plus de personnes ne partent pas ou ne peuvent plus partir en vacances. Le secteur de l'animation est quant à lui fragilisé. Dans ce contexte de difficultés sociales, garantir l'accès aux vacances pour le plus grand nombre est donc une priorité ! A ce titre, nous ne saluerons jamais assez le combat continu qu'a mené Julien Lauprêtre, Président du Secours Populaire Français, disparu au mois d'avril dernier, pour faire vivre toujours plus fort ce droit aux vacances pour tous. La ville de Brest agit aussi pour permettre à un maximum de jeunes Brestoises et Brestois de partir en vacances. Depuis de nombreuses années, nous soutenons financièrement les départs en vacances organisés en lien avec nos partenaires associatifs, patronages laïques, maisons pour tous, centres sociaux. Ce dispositif « Vacances pour tous » est tout à fait essentiel dans la lutte contre les inégalités sociales. Il témoigne de notre ambition pour l'éducation populaire. Il témoigne de notre volonté de permettre à tous les jeunes Brestois de partir en vacances, de pratiquer des activités et des expériences nouvelles, de découvrir des lieux qu'ils n'auraient pas l'occasion de visiter le reste de l'année. Les vacances sont des facteurs d'émancipation et de cohésion. Communistes, nous défendons l'idée que partir en vacances est un droit dont chacun doit pouvoir disposer. Rendez-vous donc sur brest.fr ou dans vos équipements de quartiers pour découvrir les séjours qui sont proposés ! Bonnes vacances

Les élu-e-s communistes et de progrès de Brest. Gaëlle Abily, Claude Bellec, Eric Guellec, Jacqueline Héré 22 Bis rue Bruat 29200 BREST 02 98 43 05 41 elus-communistes@org-brest.fr

L'intérêt de faire ensemble

Les défis globaux – crises écologique, démocratique et économique – imposent de transformer en profondeur notre façon de construire les politiques publiques. Il faut injecter davantage d'innovation, mais surtout, plus d'ouverture et de collaboration. Réinventer la façon de répondre aux besoins des habitant.e.s c'est avant tout inclure les premier.e.s concerné.e.s dans la réflexion. Les outils démocratiques descendants ne suffisent plus. Les citoyens et citoyennes doivent être au centre de tout processus de construction des politiques.

C'est en partant de l'expression de leurs besoins et en analysant les usages que sont évités les dispositifs inefficaces ou inadaptés. Ce mode d'élaboration des politiques, appelé co-construction génère des solutions nouvelles à des problématiques sociales inédites, grâce à un dialogue horizontal permanent entre tous les acteurs/trices. Pour réinventer l'élaboration des politiques publiques, il est important d'inclure dans le processus de l'expertise citoyenne, notamment du monde associatif. Particulièrement celle de l'Economie Sociale et Solidaire qui partage, avec les collectivités locales, le fait d'œuvrer pour l'intérêt général. Des partenaires qui prouvent que créer un modèle économique viable en répondant aux enjeux sociaux n'est pas incompatible. Leur force est cette capacité à innover et à construire des solutions concrètes et locales, en associant à leur démarche des acteurs/trices multiples. Sur cette volonté de construire horizontalement, Brest avance, notamment avec le budget participatif, proposition déjà portée par nos élu.e.s dès la création des conseils de quartiers, ou encore via les modes de concertation menés sur les projets d'aménagements urbains. L'Autre Gauche-BNC porte l'ambition d'une politique du développement et d'innovation publique ouverte et collaborative, qui se donne véritablement les moyens de réconcilier les citoyen. ne. s, le monde associatif et entrepreneurial, et les élu.e.s.

Tout.e.s celles et ceux qui, ensemble, permettront une meilleure dynamique des politiques locales de demain.

GROUPE DES ÉLU.E.S DE L'AUTRE GAUCHE-BNC Patrick APPÉRÉ, Roselyne FILIPE, Charles KERMAREC, Yvette LE GUEN elus-bnc@org-brest.fr

Pour une écologie municipale

Que Brest s'inscrive dans le mouvement international des villes en transition écologique et citoyenne, voilà la responsabilité qui nous incombe. Globalement, nous sommes la dernière génération à pouvoir contribuer au ralentissement du changement climatique. Localement, notre métropole, en bord de rade, est à la fois un espace urbain vulnérable aux risques naturels voire industriels, et un territoire exceptionnel en ressources, que nous devons protéger et adapter à l'avenir. Un tel changement ne repose pas sur les seules forces des individus, érigés en héros du quotidien, elle dépend de la mobilisation collective à tous les niveaux. L'action politique est déterminante et nécessaire pour permettre la transition des modes de vie. L'écologie municipale défend le pouvoir d'agir et de bien vivre à Brest, pour chacun.e. Respirer dans un environnement sain, s'alimenter sans être victime des pesticides, vivre dans des logements décents et moins énergivores, profiter des mobilités douces, de la nature en ville, des expériences collectives avec les autres habitant.e-s. Ecologie, solidarité et démocratie sont les trois piliers indissociables de notre projet d'écologie municipale.

Nous appelons à un véritable engagement en profondeur pour que l'écologie devienne transversale à toutes les politiques publiques métropolitaines et municipales. Dans ce cadre, nous invitons toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ces principes, à signer le manifeste « Pour une écologie municipale » et/ou à nous rejoindre dans les groupes de travail que nous avons lancés sur différents sujets : mobilité, urbanisme, démocratie locale, nature en ville, éducation/culture, économie de proximité, alimentation/consommation/agriculture, tranquillité urbaine. Vous pouvez nous contacter à : ecologiemunicipale@brestealy.fr. Notre prochain rendez-vous collectif se tiendra le 15 juin à

vous pouvez nous contacter à : ecologie@nathaliepichon@brest.eelv.fr. Notre prochain rendez-vous collectif se tiendra le 13 juin à la Ferme Traon-Bihan. Nous y invitons tout.e.s les Brestoises à venir partager et enrichir ce projet !

Elu.e.s EELV Brest et Brest métropole Ronan Pichon, Nathalie Chaline, Pierre Guezennec, Marif Loussouarn
0298460878 www.brest-eelv.fr ↗

La cathédrale oubliée et les pyromanes

La restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris a suscité une énorme mobilisation, et on voudrait en espérer autant pour nos langues régionales dont il ne restera bientôt que cendres. A ce rythme, toutes les langues de métropole autres que le français auront disparu à la fin du siècle. L'état applique à notre cathédrale linguistique une politique qui paraîtrait criminelle pour un édifice classé monument historique.

Les langues régionales meurent de l'hostilité des pouvoirs publics. Contrairement à la cathédrale de pierre, ce n'est pas un accident, on connaît les pyromanes. Alors que, l'émotion aidant, certains ont vu dans la cathédrale ND un symbole d'unité des Français, LREM, par la voix de Nathalie Loiseau, déclare que la pratique des langues régionales, facteur de division, détournerait des « vrais » problèmes. Le gouvernement n'hésite pas à accélérer la disparition de notre patrimoine linguistique : le Ministre de la Culture accorde des miettes avec indifférence, le Ministre de l'Education nationale en restreint l'ambition et les moyens dans la réforme du lycée, des magistrats pourchassent l'orthographe des prénoms bretons comme si l'unité nationale était en jeu... En campagne électorale, tous les candidats se sentent obligés d'exprimer de l'intérêt pour les langues régionales.

Mais l'élection passée, combien prennent des mesures concrètes pour enrayer le déclin, comme celles qui rendraient la langue utile et donc désirable, sur le plan professionnel, éducatif, culturel, social, touristique, économique ? La Ville de Brest qui s'est engagée dans le niveau 2 de la charte Ya d'ar brezhoneg – promesse de campagne tenue – limite la reconnaissance du breton comme compétence professionnelle dans les fiches de postes de son personnel : des objectifs et un plan d'action s'imposent. Dans les médiathèques, l'accueil en langue bretonne des enfants scolarisés dans les classes bilingues ou immersives régresse : Souhaitons que ce soit temporaire. Ne pas alerter serait une complicité avec les pyromanes.

Groupe UDB et Apparenté Anne-Marie Kervern Fragan-Valentin-Lemèni elus-udb@org-brest.fr

Alerte ! brexit en vue

La volonté protectionniste de nos voisins d'outremanche a généré le Brexit afin de sortir de l'Union Européenne. Ce choix met ainsi fin à des liens historiques d'échanges économiques entre la Bretagne et le Royaume-Uni. L'effet Brexit ne sera pas sans conséquence pour notre territoire breton au niveau économique. Près de 600 entreprises bretonnes, principalement dans l'agroalimentaire, sont dans l'attente, l'expectative et s'inquiètent de leur compétitivité face aux concurrents anglais en cas de dévaluation de la livre. L'activité pêche est de fait impactée. En effet, les bateaux français ne pourront plus pêcher dans les eaux territoriales britanniques. Or la moitié de leur chiffre d'affaire y est réalisée et ce manque d'objectif aura un effet domino sur les services qui découlent de cette activité. Des emplois sont en jeu. La douane sera grandement sollicitée dans son rôle de contrôles et aussi d'accompagnement des entreprises afin de mettre en place des procédures douanières efficaces. En conséquence, il est impératif d'augmenter les effectifs, et aussi les équipements, comme cette institution le réclame de vive voix. La Bretagne exporte outremanche pour 839 millions d'euros. Dans l'attente de la date du divorce repoussée au 31 octobre 2019, il est nécessaire de préparer au mieux cette séparation. La Grande-Bretagne se trouve dans une situation ubuesque et reste jusqu'à cette date du 31 octobre 2019 dans l'Union Européenne présente au Parlement Européen pour si peu de temps. L'Europe apparaît vulnérable face aux appels aux replis, aux demandes de protectionnisme, au populisme. Soyons lucides! Que pèsent la France, la Bretagne, la Ville de Brest sans cette Union face à des pays surdimensionnés tels la Chine, les Etats-Unis, la Russie. C'est unis dans la diversité que nous pourrions faire face à des enjeux majeurs comme l'écologie avec le réchauffement climatique et la biodiversité ou comme l'économie avec le commerce mondialisé. La Ville de Brest peut être fière des projets réalisés avec le soutien de cette Union Européenne, ne serait-ce que, par exemple, notre tramway ou la médiathèque des Capucins.

Christiane Migot Composante Parti Radical de Gauche de la Majorité

Février 2019 - Expression libre (Sillage N°216)

Rassemblement pour Brest



Se libérer de la chape de plomb sur la ville

La démocratie est malade. Dès 2014 nous dénonçons la chape de plomb que le PS faisait peser sur la ville. Nous ne sommes plus les seuls ! L'affaire des indemnités des élus PS, avec la démission des deux principaux adjoints du maire, illustre un comportement du PS brestois qui cuit sa petite soupe dans son petit coin, au mépris des règles communes. La justice est saisie. Les Brestoises, qui ne supportent plus cette gestion en mode PS, auront en 2020 l'occasion de la sanctionner. Mais la démocratie, ce n'est pas un jour tous les 5 ou 6 ans. Ce n'est pas seulement le primat de la majorité. C'est d'abord le débat, le respect des minorités et aussi le contrôle. Combien de projets de poids pour la ville ou la métropole sont lancés sans être soumis aux assemblées : comme la salle de l'Avenir (une arène ?)

pour la ville ou la métropole sont lancés sans être soumis aux assemblées : comme la Saie de l'Avenir (une creche ?) ou le déménagement du Fourneau (plus de 12 M€). Des concertations de façade prétendent y apporter un zeste de démocratie. De qui se moquet-on ? C'est également sans examen en conseil que sont lancés les projets d'ascenseurs, tram, busway etc. Un changement drastique dans le fonctionnement de nos collectivités est urgent. Nous avons proposé une Mission d'information et d'évaluation sur « la conformité du fonctionnement du Conseil municipal et des groupes d'élus aux principes et aux règles de la transparence de la vie publique » et un code de conduite anti-corruption. Le maire ferme la porte : nous l'avons claquée ! En 2020, nous mettrons en œuvre ces mesures pour la transparence et la démocratie. Bonne année 2019

Bernadette Malgorn présidente. Rémi Hervé Bruno Sifantus Brigitte HÛ Véronique Bourbigot Claudine Péron
www.rassemblement-pour-brest.fr

Brest alternative



"Circulez, y'a rien à voir !"

Depuis mars dernier le feuilleton des « indemnités des élus PS » s'étire aux yeux des Brestois. Six mois après notre première intervention saluée par des quolibets voire des menaces de la part de la majorité municipale, l'enquête judiciaire semble nous donner raison, entraînant la démission des deux principaux poids lourds de l'équipe Cuillandre. Le maire, les sanglots dans la voix, se disait « trahi » et, légèrement acculé par les événements, nous promettait lors d'une conférence de presse un conseil municipal extraordinaire sur ce thème... Que nous n'avons pas eu ! A la place, un simple jeu de chaises musicales à l'intérieur d'une majorité « resserrée » après une saine -mais brève- vague d'indignation. Leurs valeurs s'arrêteraient-elles où commencent les ambitions et intérêts personnels, les rendant de fait caution d'un système opaque à tous niveaux ? Donc, plus de problème ? Circulez y'a rien à voir ! Nous n'avons toujours pas de réponses à nombre de nos questions : qui était réellement au courant de ces détournements ? Pourquoi le maire a-t-il cessé de participer à ce pot commun qu'il avait pourtant qualifié de « juste et vertueux » et quand, réellement ? Pouvons-nous nous contenter de croire que certains n'aient que manqué de vigilance? Quelle était la véritable liberté des colistiers vis-à-vis du système ? Quid de l'omniprésence de la famille d'un de ces adjoints au sein des organismes municipaux ? Laissons- travailler la Justice : mais au moment où s'exprime une dangereuse défiance envers les élus, où les questions de justice sociale s'imposent, les Brestois veulent des réponses aux légitimes questions posées suite à la découverte de ces malversations. Comme dit souvent le maire « c'est ça le degré 0 de la politique ».

N. Collovati, C. Margogne, M. Berthelot, M. Calonnec, L. Guillevin & C. Le Guen-Boucher www.brest-alternative.fr



Brest, métropole en marche !



Le grand débat national

Le gouvernement a entendu la volonté des Français de participer de manière plus active et plus approfondie à la vie publique. Le grand débat national, qui est en cours actuellement, couvre de nombreux sujets de nos préoccupations quotidiennes à travers 4 thèmes : « impôts, dépenses et action publique » ; « organisation de l'État et des collectivités publiques » ; « transition écologique » et « démocratie et citoyenneté ». Les débats peuvent être organisés par les différentes assemblées élues mais également par des associations ou par vous-mêmes, citoyens engagés. Ils vont nous permettre d'être partie prenante des orientations politiques et de les rendre plus proches de nos attentes. Que ce soit en participant à des réunions ou via les outils numériques, votre participation est essentielle pour transformer notre société.

Pierre Karleskind – Marc Coatanéa

Partage-Solidarité



Pour 2019, une nouvelle recette de Partage Solidarité ! Prenez une ville populaire, enthousiaste et solidaire. Prenez la recette d'une spécialité brestoise : le mandat socialiste, communiste, écologiste, mieux connue sous le nom « Couper, foutre ». - couper des terres bio à Traon Bihan, les foutre plus loin. - couper des arbres boulevard Jean Moulin, foutre du béton partout. - couper des budgets aux services publics, aux associations populaires, s'en foutre des besoins exprimés par les habitants. - couper la parole à l'opposition, se foutre de répondre aux questions posées sur les affaires graves qui entachent la réputation de l'équipe municipale. Faire mijoter trente ans. Attendre 2020.

Julie Le Goïc - PARTAGE-SOLIDARITÉ

Union des forces de gauche, de progrès et de l'écologie



Brest, ville solidaire

Le vote du budget 2019 de la collectivité concrétise à nouveau des actions fidèles à nos valeurs de gauche tendues vers la justice sociale et la plus grande ambition pour chaque Brestoïse et chaque Brestois, quelle que soit sa condition de richesse et quelle que soit sa condition de naissance. Les politiques éducatives locales restent le premier budget de la ville avec la volonté de lutter contre les inégalités. L'intervention sociale que nous avons volontairement organisée et coordonnée entre tous les acteurs de terrain et pour laquelle nous conservons le même niveau d'exigence en 2019 fait que nous apportons des réponses à la détresse sociale grandissante.

L'intervention culturelle, ADN du socialisme municipal, est de nouveau mise au premier plan dans tous les quartiers brestois. avec en plus de grands chantiers culturels en perspective. Le sport pour tous n'est pas en reste avec le début

travaux, avec en plus de grandes chantiers réalisés en perspective. Le sport pour tous n'est pas en reste avec le début tant attendu des travaux du gymnase Foch et de ses abords, le réaménagement complet du skate-park Kennedy et la rénovation de plusieurs sites sportifs dans les différents quartiers de la ville. Les déplacements sont un enjeu important pour les années à venir avec le double objectif de l'amélioration des mobilités durables pour tous et la lutte contre le changement climatique. En plus de l'acquisition de deux bus électriques, nous lancerons cette année les concertations sur la deuxième ligne de tramway. Nous adopterons également un nouveau plan vélo pour faire de Brest une ville plus accueillante pour les cyclistes. Dans ces temps difficiles où partout en France s'exprime, à partir du mouvement des Gilets jaunes, une colère légitime pour plus de justice sociale, fiscale et démocratique, nous assumons avec fierté le travail que nous réalisons depuis des années pour faire de Brest une ville solidaire. La politique que nous menons, ce n'est pas du théâtre, ce n'est pas des rumeurs de comptoir et encore moins des calomnies à la manière de la droite brestoise. La politique que nous menons, c'est de l'action concrète, continue et fidèle à notre projet politique de changer la vie et de changer la ville avec vous.

Groupe des élu.e.s socialistes de Brest métropole www.elus-socialistes-brest.fr

Des réponses à la hauteur des attentes !

Depuis plus de 2 mois, des milliers d'hommes et de femmes, regroupés au sein du mouvement des gilets jaunes, défilent les WE dans les rues de Brest ainsi que partout en France. Il est à souligner que les défilés brestoises se sont toujours réalisés dans le calme. Le mouvement des gilets jaunes exprime une colère profonde et ancienne. Face à une politique gouvernementale qui sert exclusivement les premiers de cordées, il porte des revendications légitimes que les communistes partagent et défendent depuis toujours : celles de pouvoir vivre dignement, d'être respectés, de pouvoir envisager l'avenir sereinement. Au mois de décembre, des représentants du mouvement sont intervenus en conseil municipal pour exprimer un désarroi légitime, une volonté partagée d'un modèle de société plus juste. En tant qu'élus locaux, il est de notre devoir d'être à l'écoute de nos concitoyens. La ville de Brest a ainsi ouvert des cahiers de doléances dans chacune de ses mairies de quartier pour récolter ces attentes. Doléances que les services de la ville ont transmis aux députés brestoises LREM, ainsi qu'à la Préfecture, et qui devront être entendues lors du « débat national » souhaité par le Président ! En tant qu'élus locaux, au plus proche de nos concitoyens, il est de notre devoir de relayer leurs attentes. Nous refusons que Macron fasse de ce « débat » une échappatoire pour étouffer les justes revendications populaires et ne pas répondre aux questions de justice sociale et de justice fiscale qui sont posées depuis des mois par nos concitoyens. Le Gouvernement doit cesser de faire la sourde oreille et répondre réellement à ces exigences ! En tant qu'élus locaux, nous devons assurer, à notre niveau, dans un contexte rendu difficile par l'État, la poursuite de politiques attentives à tous, qui font vivre les solidarités à Brest. Solidarités aujourd'hui permises par la qualité de notre service public local, par des tarifs sociaux aboutis, par notre important soutien à la dynamique associative du secteur social, etc.

Les élus communistes. J. HERE, G. ABILY, C. BELLEC, E. GUELLEC, J.M LE LORC'H, I. MAZELIN.

Gilets jaunes, un mouvement populaire et citoyen inédit

Les dernières mobilisations sociales ne sont pas une surprise tant la marmite chauffait depuis longtemps. On ignorait seulement que le Gilet Jaune en serait le symbole. Comme d'autres, à l'Autre Gauche-BNC nous n'avons cessé de dénoncer la non-revalorisation des salaires et des pensions, de réclamer justice fiscale, de dénoncer la baisse des finances des collectivités locales, de réclamer plus de participation citoyenne, des services de proximité... Or, depuis des années les gouvernements successifs sont restés sourds aux attentes des classes populaires, mettant en avant les questions budgétaires et les aides directes aux entreprises. Des milliards d'euros ont ainsi été distribués en subventions et en diminution de "charges", sans baisser le chômage et précarisant les travailleurs/euses. Cela a surtout permis à un actionariat prédateur d'accumuler toujours plus de dividendes : en 2018, ce sont 57 milliards pour les entreprises du CAC40. Un record !

Lors du conseil municipal de décembre, une délégation de Gilets Jaunes a pu s'exprimer clairement sur leurs revendications : SMIC à 1 300 € net, indexation des salaires et retraites sur l'inflation, suppression de la CSG pour les retraités, rétablissement de l'ISF, impôts plus progressifs, mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne... Rien de révolutionnaire ou de transgressif ! Des revendications simples, auxquelles il faut associer celles des Marches pour le Climat qui mobilisent en parallèle. Le Président Macron annonce un débat national.

Mais qui pour croire à la volonté de considérer ces revendications légitimes ? Le gouvernement répond par des mesures répressives et liberticides, allant jusqu'à remettre en cause le droit fondamental de manifester, en profitant d'une médiatisation des "casseurs". Le mépris ne nourrit pas une vision politique. Nombreuses sont pourtant les solutions concrètes, certaines identifiées, d'autres à imaginer collectivement. Cela reste le sens de notre engagement au sein de la municipalité, pousser à la prise en compte des aspirations sociales et environnementales des Brestoises et des Brestoises.

Groupe des élu.e-s de L'autre Gauche - BNC Patrick APPÉRÉ, Roselyne FILIPE, Charles KERMAREC, Yvette LE GUEN elus-bnc@org-brest.fr

Mobilisations collectives

Trois ans après la COP21, devant l'inaction de l'Etat, les citoyen.ne.s se mobilisent :

- 2 millions de signataires pour « L'affaire du siècle » visant à attaquer l'État en justice pour cause d'inaction face au changement climatique

face au changement climatique.

- > 462 000 signataires de la pétition « Nous voulons des coquelicots » contre l'utilisation des pesticides donnant lieu à des rassemblements de milliers de personnes chaque premier vendredi du mois dans de nombreuses villes et villages.
- > Des centaines de milliers de personnes, chaque mois, marchant pour le climat partout en Europe. A Brest comme ailleurs, les gens se rassemblent, les collectifs se multiplient, la mobilisation grandit. 2018 a vu naître des collectifs-Coquelicot, luttant contre l'utilisation des pesticides, à Plouzané, Pougonvelin, Lampaul etc... Cela ne fait que commencer. Les combats de manquent pas car les actions doivent être menées à toutes les échelles. A Brest aussi, des espaces de biodiversité sont menacés. Les Vallées du Restic et du Costour représentent des îlots de nature préservée qu'il faut protéger. Le zéro phyto dans les espaces verts est une réalité ici depuis des années. Un nouveau plan climat sera voté en 2019 en conseil de métropole, vous pouvez contribuer à son élaboration sur [je participe.brest.fr](http://je.participe.brest.fr) Nous félicitons toutes celles et ceux qui se mobilisent et faisons le souhait que cette prise de conscience réelle prenne une ampleur sans précédent en 2019 et dans les années qui suivront. Les questions écologiques sont désormais incontournables dans le débat public et doivent être entendues par les décideurs publics et privés. Collectivement, nous pouvons faire avancer les choses. Collectivement, c'est pour nous le mot central des années qui nous attendent. 2019 sera l'année du rassemblement : collectivement, rassemblons-nous chaque mois à 18h devant la mairie de Brest pour lutter contre l'utilisation des pesticides, collectivement, rassemblons- nous chaque mois pour le climat.

Elu.e.s EELV Brest et Brest métropole Ronan PICHON, Marif LOUSSOUARN, Nathalie CHALINE, Pierre GUEZENNEC, Yann-Fanch KERNEIS 02 9846 08 78 18 rue Kéravel - Brest

Le prix du carburant, parlons-en !

La « taxe carbone », moyen de lutte contre le réchauffement climatique ne peut s'appliquer sans justice fiscale ni politique d'aménagement du territoire. L'annulation des taxes sur le carburant pour 2019, sous la pression des Gilets Jaunes, satisfait un temps ceux qui subissent l'injustice parce qu'ils n'ont pas le choix... Mais ne nous voilons pas la face : le prix du carburant va encore augmenter dans les années qui viennent, le dérèglement climatique va s'accélérer. Mieux vaut nous y préparer. Taxer ne suffit pas, culpabiliser les contribuables déjà précaires n'est pas une solution : il faut proposer des alternatives à la voiture, et les financer. Chacun a un rôle à jouer, en priorité le gouvernement et l'Etat qui doivent mettre un coup d'arrêt au « démenagement » du territoire : dégradation des transports ferroviaires avec une ligne Brest-Quimper menacée, concentration des moyens et des emplois sur le « Grand Paris » et quelques métropoles reliées au TGV, fermeture des hôpitaux, des trésoreries, des agences postales, des écoles, économies sur le dos des collectivités locales... Les Gilets Jaunes refusent le piège d'un système qui les pousse à se déplacer toujours plus, toujours plus loin... avec l'obligation de réduire leur consommation de carburant. Nous, élus UDB, n'attendons pas grand-chose d'un pouvoir centralisateur et arrogant. C'est chez nous, dans le pays de Brest, en Bretagne, avec des projets de pays impliquant communes, entreprises, usagers, qu'il faut décider pour changer les choses, à partir de notre vie sur un territoire vécu : adapter les transports en commun aux horaires de travail, rapprocher les services publics des usagers, réduire les distances domicile-travail et domicile-services, concevoir autrement l'urbanisme, inventer une mobilité économe... bref, aménager le quotidien pour rouler moins, polluer moins, payer moins.

Pour vivre et travailler décemment au pays, il faut décider au pays. Tous ces drapeaux bretons dans les manifestations de Gilets Jaunes, voulaient-ils dire autre chose ?

Groupe UDB et Apparenté Anne-Marie Kervern Fragan-Valentin-Lemèni elus-udb@org-brest.fr

2019 : une année sous haute tension

En cette période des échanges traditionnels de vœux, 2019 s'annonce sous tension. Beaucoup de Français-e-s ont le sentiment de ne pas être écoutés, ni entendus, à savoir ne pas compter. Face à la pratique autoritaire et verticale d'Emmanuel Macron, à un débat démocratique en panne, une colère « jaune » a pris le dessus. Le mouvement des gilets jaunes aux revendications très diverses est significatif des différents problèmes injustes qui affectent notre société avec pour fil conducteur le pouvoir d'achat. Que penser de toutes ces mesures fiscales en faveur des plus riches dans un contexte où impôts, cotisations, taxes ne cessent de croître ? Sinon qu'elles ne font que creuser et amplifier les inégalités, ceci sans combler le trou du budget de l'État. Les mesurette du gouvernement aux doléances citoyennes ne profiteront pas aux plus démunis et affecteront à coup sûr le financement de la protection sociale, sans réelle augmentation des retraites, de l'APL et des allocations familiales, désindexées de l'inflation. Notre collectivité brestoise a pris ses responsabilités face au chantage imposé par l'Etat, à savoir le contrat pluriannuel sur trois ans, afin de contribuer à la réduction de la dépense et du déficit public. Elle a travaillé sur la baisse des dépenses contrairement à l'Etat et présente une gestion saine. Cette maîtrise est la preuve d'une volonté politique. D'autant que l'exonération de la taxe d'habitation va limiter l'autonomie fiscale des collectivités qui doutent que l'État compense durablement ce manque à gagner. Face à beaucoup d'incertitudes, au manque d'échanges, au risque de la perte d'autonomie de gestion, à la pression exercée par l'État, en ce début d'année morose, le groupe Les Radicaux De Gauche se doit de maintenir sa vigilance, de poursuivre les efforts de progrès au service des Brestois-e-s et de continuer à améliorer leur quotidien, avec ses valeurs qui l'anime, pour le « vivre ensemble ».

Christiane Migot Composante Les Radicaux De Gauche de la Majorité

Dernière mise à jour le : **08 décembre 2020**



HÔTEL DE METROPOLE

24, rue Coat-ar-Guéven - CS 73826
29238 BREST CEDEX 2
Tel. : 02 98 33 50 50
www.brest.fr

Accueil téléphonique :
02 98 33 50 50
Lundi au Vendredi : 8h-18h
Samedi : 8h30-12h30

HOTEL DE VILLE DE BREST

2, rue Frézier - CS 63834
29238 Brest cedex 2
Tel. : 02 98 00 80 80
www.brest.fr

Accueil téléphonique :
02 98 00 80 80
Lundi au Vendredi : 8h-18h
Samedi : 8h30-12h30